

Mercredi 9
jeudi 10 juin 2004
AG annuelle du CNGA



Une aussi longue attente...

L'hiver avait été assez rude. Nous attendions le printemps. Il est venu. Instable. Nous attendions. Qu'est-ce que nous attendions ? Une éclaircie sur le front des DHG, un horizon plus serein du côté des options réduites souvent à la portion congrue (latin, grec – surtout dans les lycées – mais aussi langues vivantes, disciplines artistiques...), la sortie annoncée de la réforme de la classe de troisième et du brevet, les résultats du « débat sur l'avenir de l'Ecole » (et surtout les décisions qui en résulteraient !), des éclaircissements sur le sort réservé aux personnels TOS dans le cadre de la décentralisation et, au moment où se dessinent les contours de la prochaine rentrée, bien d'autres choses encore...

Coup de tonnerre dans le ciel politique (prévu ou prévisible ?). Changement de gouvernement. Nouveaux ministres. Départ de MM. Ferry et Darcos. Chaque fois qu'un nouveau ministre arrive à la tête de l'Education nationale, le CNGA accueille avec intérêt ses premières déclarations d'intention, mais, surtout, se prépare à réagir à ses actes, « *déçu trop souvent par le décalage entre les promesses et les mesures effectives* », comme nous l'écrivions il y a à peine deux ans dans l'UA n° 253. « *Optimisme modéré, prudence et circonspection* », titre de l'éditorial de l'UA d'octobre 2002, toujours d'actualité ? ou trop confiant ?

La nomination de M. Fillon, bien qu'elle ait fait l'objet de rumeurs, en a surpris plus d'un. Le nom de M. Fillon est associé à la réforme des retraites, dont nous, fonctionnaires, avons et surtout aurons particulièrement à pâtir. Sans doute notre nouveau ministre a-t-il montré qu'il était capable d'une détermination qui a manqué à son prédécesseur, mais si c'est pour la mauvaise cause, il n'y a pas lieu de se réjouir... Autre sujet d'inquiétude, le fait qu'il n'y ait plus de ministre délégué ou secrétaire d'Etat à ce qu'il est convenu d'appeler l'enseignement scolaire. Cela peut nous éviter quelques rivalités ou conflits internes, certes, mais on peut craindre aussi que M. Fillon, qui fut ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, confronté à la situation dans l'Université et à la révolte des chercheurs, souhaite ne pas trop mécontenter les troupes des syndicats majoritaires du 2nd degré et les faiseurs d'opinion en différant encore une fois les mesures qui permettraient de remettre sur les rails l'enseignement public ou du moins d'amorcer le mouvement.

On avait cru avoir de bonnes raisons de saluer les premières déclarations des ministres précédents (abandon du démagogique « *jeunisme* », valorisation du travail et de l'effort, restauration de l'autorité de l'Ecole, diversification de l'enseignement, développement des filières technologique et professionnelle...), déclarations qui, dans l'ensemble, laissaient présager un retour au bon sens. Et nous avons attendu et attendons toujours que certaines mesures entrent effectivement en pratique.

Les problèmes se bousculent au service des urgences

Sur les plans de la pédagogie et de l'organisation de l'enseignement

L'organisation de la prochaine rentrée est plus que lancée. Fin mars-début avril, ce sont les moyens attribués aux établissements qui sont l'objet d'âpres batailles. Les

(Suite page 2)

Editorial

-Une aussi longue attente...

Anne-Marie Dorandeu

Nos positions

Communiqué de presse

3 -Nouveau Ministère

8 -Epreuve du BSR

Paulette Jarrige

Informations

5 -A lire au BO

Marie-Thérèse Sannier

6 -Traitements (enseignants)

7 -Traitements (non enseignants)

Henri Charruel

9 -Questions juridiques

Michel Savattier

10 -Annualisation du temps partiel

Jean Rodot

10 -Recrutement des enseignants

Paulette Jarrige

11 -PSYA. Nouveau service pour nos adhérents

Relations extérieures

3 -Pénibilité dans la FP

Françoise Poncet

8 -CES et Débat sur l'Ecole

Michèle Prieul

9 -CNID (informations sur la drogue)

Anne-Marie Dorandeu

Vie du syndicat

Vie des académies

4 -Créteil. Notation administrative

Christine Leclercq

4 -Paris. Compte rendu d'audience

Nathalie Fromager

Rime Fulcrand

4 -Lyon. Inquiétude pour la retraite

Alain Couegnat

5 -Elections ATOS

Paulette Jarrige

5 -Programme de l'AG annuelle des 9 et 10 juin 2004

moyens ne sont pas tout et il est légitime de s'interroger sur la pertinence de tel ou tel choix, de lancer la chasse aux gaspillages, mais s'il n'y a plus d'heures pour aider les élèves en réelle difficulté et pour assurer telle ou telle option, ce sont bien les exigences qui seront revues à la baisse (car on pourra toujours obtenir des résultats en hausse au baccalauréat et autres diplômes par des artifices de notation...). Autre élément, qui fait sans doute moins la une des journaux, mais n'est pas moins important pour l'avenir, l'organisation de l'enseignement. Comme nous l'avons fait remarquer dans l'UA précédent, la circulaire de rentrée n'introduit pas de vraies nouveautés et les textes en vigueur n'ont pas été modifiés (par exemple concernant les horaires, les IDD en collège, les TPE en lycée) ; on attend toujours la nouvelle troisième, le futur brevet... Bien plus, rien ne semble avoir changé dans l'esprit de certaines pratiques ou directives. Pour preuve, par exemple, le document distribué dans l'académie de Versailles aux professeurs principaux pour l'orientation en fin de seconde, qui incite à conclure à l'inefficacité fréquente des redoublements. Il est vrai qu'en dehors des ministres, dont l'emploi est par définition précaire, les hauts responsables de l'Education nationale ne sont guère renouvelés. Enfin et surtout, on s'inquiète des conclusions qui seront tirées du débat et de ce qu'il adviendra de la Loi d'orientation de 89, dont on nous avait promis la révision.

En ce qui concerne la situation des personnels

La Loi de décentralisation devrait entrer en vigueur (dans des conditions que n'avait sans doute pas exactement prévu le gouvernement, mais c'est son problème et pas le nôtre...) ; le sort des personnels concernés n'est pas vraiment fixé.

M. Ferry a parlé récemment de près de 3000 professeurs¹ qui restaient chez eux « à ne rien faire ». Est-ce leur faute ? S'il y a des enseignants qui n'enseignent pas, c'est que la gestion des personnels est bien mal conduite. Les choses ne sont pas faciles, mais lorsqu'il y a des professeurs d'allemand sans poste ou en sous-service sous l'effet de fermetures de sections, on pourrait essayer d'utiliser leurs compétences en saisissant l'opportunité de donner aux élèves des conditions d'enseignement plus favorables – qui peuvent inciter certains à choisir cette langue – plutôt que de jeter l'opprobre sur eux ou de les inciter fortement à « choisir » un temps partiel ou de les pousser carrément à la retraite s'ils en ont l'âge (en contradiction avec l'air du temps !).

Et puisque nous étions, il y a peu, en avril, un mot sur le mouvement des personnels enseignants. On sait que SIAM devait être ouvert entre le 9 et le 28 avril. Les vacances de printemps commençaient le 3 avril et se terminaient le 3 mai ; deux zones sur trois auront eu la totalité de leurs congés pendant la période d'ouverture du service. Bien sûr, on peut avoir un ordinateur chez soi et un portables pour ses vacances, on peut avoir des amis internautes distingués ou fréquenter les cyber-cafés, mais n'est-il pas paradoxal que le ministère des finances tienne compte des congés scolaires pour fixer les dates limites des déclarations de revenus par Internet tandis que celui de l'Education nationale n'en n'a cure ? A moins que ce soit un moyen de décourager les vocations à mutation.

L'avenir, qui n'est pas moins préoccupant, frappe à la porte

Le rapport qui fait suite au débat, dit « *Miroir du débat* » – rendu public le 7 avril – et que l'on devrait trouver en édition de poche « *dans toutes les librairies, les supermarchés* » à la mi-mai répondra-t-il à nos attentes ? Sans nous laisser aller au jeu de mots facile – miroir du débat, miroir aux alouettes – on ne peut s'empêcher d'être sceptique. La liste des problèmes est longue, mais le plus grave pour l'avenir est peut-être la crise de recrutement qui s'annonce avec le départ à la retraite des « *papies-mamies boomers* » : des aménagements de fin de carrière s'imposent si l'on veut retenir les anciens, ainsi qu'un système de pré-recrutement (type IPES) sur critères de compétences, le maintien de véritables concours et, bien sûr, la réforme des IUFM.

Conclusion

Tout cela n'est pas bien gai, direz-vous. Monsieur le Ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a du pain sur la planche et nous, pauvres agents du terrain, du souci. Mais, enfin, tout défenseurs de la laïcité que nous soyons, et faute d'espoirs raisonnables bien concrets, nous nous efforçons chaque jour de pratiquer la vertu théologale chère à Péguy, cette « *petite espérance [qui] n'est rien que cette petite promesse de bourgeon qui s'annonce au fin commencement d'avril* ». Un brin de poésie ne peut pas faire de mal.

Anne-Marie Dorandeu

¹ Ils sont environ 1300 dans l'enseignement général (pour tout de même plusieurs centaines de milliers qui sont sur le terrain !) : 200 en philosophie, 300 en allemand, 60 en portugais ou russe et 160 en EPS.

CNGA
SIEGESOCIAL ET BUREAUX : 63
rue du Rocher - 75008 PARIS
Tél. 01 55 30 13 46
Télécopie 01 55 30 13 48
e-mail : cnga@cnga.fr

Statuts conformes à la loi de 1884 sur
les syndicats professionnels, déposés
le 17-7-1968 à la Préfecture de la Seine
et enregistrés
sous le n° 14-354
*

Président :

Marie-Elisabeth ALLAINMAT

Lycée de Sèvres

Président-adjoint :

Michèle PRIEUL

Paris

Vice-Présidents :

Henri CHARRUEL

Lycée Voltaire, Paris

Raymond CIMA

Lycée Racine, Paris

Françoise PONCET

Lycée G. Eiffel, Gagny

Secrétaire général :

Anne-Marie DORANDEU

Collège Courteline, Paris

Secrétaire général adjoint :

Paulette JARRIGE

Clg Matisse, Issy-les-Moulineaux

Trésorier :

Michel SAVATTIER

Lycée E. Branly, Châtellerauld

*

Présidents d'honneur :

P. CANONNE, S. CARRAT,

J.-J. RUDENT, B. de CUGNAC,

M. BOUDOU

*

Université Autonome
Directeur de la publication :

M.-E. ALLAINMAT

*

Maquette : R. CIMA

Dépôt légal à parution

Commission paritaire :

n° 3 543 D 73 S

ISSN 0293-6003

*

Ce numéro a été tiré
à 1500 exemplaires par nos soins

*

La reproduction même partielle de textes
parus dans ce bulletin est formellement
soumise à l'autorisation préalable du Bu-
reau National du CNGA

**Communiqué de presse
du mardi 6 avril 2004**

Nouveau Ministère et « Miroir du débat »

Le CNGA

- prend acte des perspectives de sortie de crise pour la Recherche,
- s'inquiète du peu de place réservé à l'Education dans le discours de politique générale du Premier Ministre devant le Parlement,
- espère que le « Miroir du débat » (synthèse Thélot) ne sera pas un miroir aux alouettes,
- attend du nouveau Ministère qu'il propose une Loi d'orientation courageuse qui corrige les effets néfastes de celle de 1989.

*L'enseignement doit respecter la neutralité en matière professionnelle, politique et idéologique.
C'est dire qu'il doit respecter la laïcité telle que la définissait Jules Ferry dans sa Lettre aux instituteurs.*

Pénibilité dans la Fonction Publique (suite)

Depuis plus de 6 mois, tous les syndicats de fonctionnaires sont reçus régulièrement au Ministère de la Fonction publique pour débattre autour du thème de la pénibilité du travail.

Les FP-CGC participent aux discussions et Mme F. Poncet (membre du Bureau du CNGA) essaie d'expliquer que l'Education Nationale, et particulièrement les enseignants, qui représentent 50% de la Fonction publique de l'Etat, ne doit pas être l'oubliée des discussions comme ce fut le cas lors des négociations sur les 35 heures. Le mardi 23 mars, **le thème de l'incapacité et de l'invalidité** a été débattu. (congé ordinaire de maladie, congé de longue maladie CLM, congé de longue durée CLD, congé pour accident de service).

La Fonction publique d'Etat dispose de peu de statistiques. Seule une enquête de l'Insee menée entre 1991 et 1998 constate une stabilité des absences pour maladie sur la période, peu de différence entre les absences dans le secteur privé et le secteur public, une augmentation des congés maladie avec l'âge, une durée d'absence pour maladie plus importante chez les femmes que chez les hommes (mais les congés de maternité et d'adoption sont compris dans la durée de l'absence maladie !!) et un nombre de jours d'arrêt pour maladie plus faible quand la qualification du personnel augmente.

A l'Education Nationale et aux Finances, les congés ordinaires représentent 7,8 jours par an et 12,9 jours en incluant les congés de longue maladie et longue durée. Pour les FP-CGC, Mme Poncet fait remarquer qu'en ce qui concerne l'Education Nationale, ces chiffres minimisent les maladies du personnel qui ne demande pas d'arrêts de travail pendant les vacances scolaires ou les jours sans cours dans l'établissement.

De façon unitaire, les syndicats présents demandent au ministère de la Fonction publique :

- que la liste indicative des maladies donnant droit à un congé de longue durée soit revue pour tenir compte des maladies nouvellement identifiées et des maladies orphelines,
- que, pour les fonctionnaires touchés par une maladie relevant de cette liste, les visites soient espacées pour des raisons humaines, pour alléger les procédures et désengorger des comités médicaux,
- que le fonctionnement des comités médicaux soit amélioré (rapidité de réponse, uniformité des comportements sur tout le territoire) afin que des fonctionnaires déjà touchés par la maladie ne soient pas dans des situations financières insupportables suite aux lenteurs d'intervention des comités médicaux,
- que les maladies mentales donnant droit à CLD soient précisées et que la dépression y soit explicitement incluse,
- que l'on privilégie le reclassement du personnel plutôt que la mise en invalidité en prévoyant une mobilité interministérielle,
- que le remboursement des frais médicaux après accident de service soit revu, car le tarif en vigueur est celui de la sécurité sociale (tarif de remboursement des lunettes environ 15€),
- que les barèmes de pension d'invalidité soient rénovés,
- qu'à l'Education nationale, le congé de mobilité soit rétabli, ce qui faciliterait la réinsertion du personnel malade et particulièrement les enseignants souffrant de dépression.

F. Poncet

Adhérents et sympathisants

**Pensez à alimenter le panneau syndical de votre établissement avec des extraits de cet UA.
Si vous souhaitez diffuser cet UA donnez-nous les coordonnées de certains de vos collègues susceptibles d'être intéressés par nos idées.
Nos UA sont aussi disponibles sur notre site : www.cnga.fr**

Créteil : notation administrative

En fonction de votre grade et de votre échelon au 31 août 2003, le chef d'établissement propose pour l'année 2003-2004 une note administrative selon une grille qui figure sur la notice annuelle de notation que vous devez signer. Votre signature atteste que vous avez pris connaissance de la note proposée, ce qui ne signifie pas forcément que vous êtes d'accord. Vous avez le droit d'y ajouter vos observations et de joindre une lettre de contestation adressée au recteur.

En effet, si tous les « pavés » sont à Très Bien, vous pouvez demander une révision de votre note si elle est inférieure à la note *minimale* de l'échelon. Vous ne pouvez cependant pas d'emblée prétendre à la note *maximale* ou même à la note *médiane* de l'échelon, puisque l'on doit tenir compte de l'*ancienneté* dans cet échelon. L'augmentation annuelle *normale*, à condition que les trois « pavés » soient à TB, est de 0,5 en dessous de 39, puis de 0,1 jusqu'à 40. Cependant, si, par exemple, vous étiez à 38,7 l'an dernier, on ne pourra pas vous proposer plus de 39 cette année, sauf si le chef d'établissement le justifie par un rapport écrit.

Vous pouvez contester la note et éventuellement l'appréciation si vous estimez qu'elles ne reflètent pas votre manière de servir, mais il faut savoir que la CAPA ne revient *jamais* sur les « pavés » sauf celui relatif à la ponctualité/assiduité, qui doit être accompagné d'un rapport détaillé s'il n'est pas à TB. En ce qui concerne l'assiduité, l'intéressé ne doit pas être sanctionné pour un congé de maternité ou un congé de maladie justifié par un certificat médical.

Sachez enfin qu'un dixième de point peut vous faire manquer une promotion d'échelon ou de grade ; alors, si vous avez le moindre doute, renseignez-vous.

Christine Leclercq

Lyon : inquiétude de certains enseignants pour leur retraite

Question posée par un adhérent de l'académie de Lyon :

En cette période de refonte du régime des retraites et de la prolongation du nombre des trimestres de versement, pour prétendre à une retraite méritée, comment la pénibilité du métier est-elle prise en compte ? La pénibilité ne semble pas exister, et pourtant les conditions de travail ont bien changé depuis trente ans. Nous n'enseignons plus à des élèves capables d'acquérir des connaissances et des savoir-faire. Le collège unique permet à tous d'aller en classe de 3^{ème} quels que soient ses difficultés, son goût pour l'école, sans lui donner de possibilité de s'orienter, même si telle est son envie. Nous arrivons au paradoxe suivant, que certains élèves arrivent en classe de 3^{ème} avec moins de connaissances que lors de leur entrée en 6^{ème}.

On comprend que certains professeurs, après toute leur carrière effectuée dans une zone difficile (ZEP, sensible...) soient déçus. Avoir dépensé autant d'énergie pour essayer de nouvelles méthodes d'apprentissage et de travail, s'être investi dans des stages de formation, des réunions... pour s'entendre dire qu'il va falloir cotiser 2 à 3 ans de plus pour la retraite, avec des élèves de plus en plus difficiles, quel coup cela porte au moral « des troupes » !

Dans le cadre de la prise en compte, pour la retraite, de la pénibilité du travail, pourquoi ne pas accorder une bonification d'un an par tranche de 10 ans passés en zone difficile, comme, je crois, dans la Fonction publique hospitalière ? Ce serait une forme de reconnaissance de l'Education nationale à l'égard de ses personnels. Ce n'est qu'une suggestion, mais le débat n'est même pas ouvert !!

Réponse CNGA :

Effectivement, ce serait une bonne idée... Mais le métier devient « pénible » partout. Le CNGA demande donc que soit prise en compte la « pénibilité » du métier d'enseignant en général. Entre autres démarches, F. Poncet, membre du Bureau national du CNGA, participe activement, au nom des FP-CGC, aux réunions de travail sur ce thème au Ministère de la Fonction publique et ne manque pas de réitérer cette revendication. Le CNGA demande aussi que l'on réfléchisse sur l'aménagement de nos fins de carrière, d'autant plus nécessaire que ces dernières s'allongent.

Alain Couegnat (RA de Lyon)

Paris : audience au Rectorat

Suite à l'audience que le Directeur de l'Académie de Paris nous a accordée pour répondre à certaines de nos questions, voici une synthèse de ses réponses telles que nous les avons comprises :

- le concept de i-prof (lorsqu'il fonctionnera correctement) serait certainement étendu au personnel ATOS ;
- la décentralisation ne concerne pas les agents à fonctions éducatives et, pour les enseignants, on parle plutôt de déconcentration (par exemple les agrégés ne seraient plus gérés que par les académies) ;
- les TZR sont amenés à disparaître et seraient remplacés par des contractuels ;
- une réforme des IUFM est prévue : les disciplines seraient enseignées en université et la "pratique pédagogique" serait assurée par les inspecteurs ;
- pour un avancement au mérite, plus efficace que le système actuel, le nombre d'inspecteurs serait considérablement augmenté ;
- à propos des classes d'accueil (pour les élèves non francophones), le système actuel (quelques mois en classe spéciale puis intégration rapide dans une classe "normale") est, dans l'état actuel des choses, ce que le Rectorat a de mieux à proposer. Il semblerait donc hors de question d'envisager de garder plus longtemps, dans ces classes d'accueil, des élèves même s'ils n'ont pas eu le temps d'assimiler notre langue.

Nathalie Fromager
Rime Fulcrand

VIE DU SYNDICAT

Elections ATOS

Le CNGA remercie les adhérents et sympathisants dont les voix se sont portées sur les candidats des listes d'union SCENRAC-CNGA.

Ces élections montrent une stabilité globale de nos résultats, stabilité d'autant plus méritoire que la participation a été très forte (de 73,77 % à 79,20 % dans les corps où nous sommes présentés). Nous enregistrons même une forte progression dans l'académie de Paris : grâce au dynamisme de Corinne Lamesch, aide de laboratoire, le CNGA a pu obtenir 7% pour la liste académique et 5% pour la nationale. Enfin nous obtenons un score honorable pour la CAPN des AASU, où nous ne nous étions pas présentés la dernière fois.

Certes il n'y a pas encore de quoi pavoiser, mais tout cela nous encourage à persévérer.
Paulette Jarrige

à lire au BO

Carrière

BO N°15 du 8-4-2004

-Obligations hebdomadaires de service des professeurs des classes préparatoires aux grandes écoles - CIRCULAIRE N°2004-056 DU 29-3-2004

-Conditions d'attribution aux personnels enseignants des premier et second degrés relevant du MEN d'une certification complémentaire dans certains secteurs disciplinaires - ARRÊTÉ DU 9-3-2004

BO N°11 du 11-3-2004

-Concours ITRF - session 2004 - CIRCULAIRE N° 2004-45 DU 2-3-2004
Personnels ITRF - COLORITARF - session 2004 - CIRCULAIRE N° 2004-44 DU 2-3-2004

-Organisation des opérations de mutations des personnels de catégories B et C à gestion déconcentrée - AVIS DU 2-3-2004

Pédagogie

BO N°15 du 8-4-2004

-Épreuves du baccalauréat général - ARRÊTÉ DU 12-3-2004

-Organisation et horaires des enseignements des classes de première et terminale des lycées, sanctionnés par le baccalauréat technologique, séries SMS, STI, STL, STT - ARRÊTÉ DU 12-3-2004

-Épreuves du baccalauréat technologique - ARRÊTÉ DU 12-3-2004

-Épreuve de sciences physiques et chimiques - évaluation des capacités expérimentales, baccalauréat général, série S - session 2004 - NOTE DE SERVICE N°2004-058 DU 29-3-2004

-Programmes limitatifs des enseignements artistiques en classe terminale pour l'année 2004-2005 et la session 2005 du baccalauréat - NOTE DE SERVICE N°2004-057 DU 29-3-2004

BO N°14 du 1-4-2004

-Épreuve d'anglais, langue de complément au baccalauréat général - sessions 2005 et 2006 - NOTE DE SERVICE N°2004-052 DU 23-3-2004

-Contrôle de la fréquentation et de l'assiduité scolaires et sanctions pénales D. n° 2004-162 du 19-2-2004

-Contrôle et promotion de l'assiduité des élèves soumis à l'obligation scolaire C. n° 2004-054 du 23-3-2004

BO N°13 du 25-3-2004

-Programme des épreuves de littérature de la classe terminale de la série littéraire - année 2004-2005 - NOTE DE SERVICE N°2004-051 DU 18-3-2004

Marie-Thérèse Sannier

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU CNGA

Les seules rentrées
d'argent du CNGA
sont les cotisations de
ses adhérents

***Pensez à régler
votre cotisation
2003-2004 !***

*(Réduction d'impôt : 50%
de la cotisation syndicale)*

**Dates à retenir :
mercredi 9 et jeudi 10 juin 2004**

L'assemblée générale du CNGA se tiendra les mercredi 9 et jeudi 10 juin 2004, au siège social, 63 rue du Rocher 75008 Paris.

Thèmes de travail envisagés en commissions le mercredi après-midi (14h30-18h) pour préparer les Motions à voter en AG le lendemain 10 :

- Code de déontologie CNGA
- Propositions pour un "nouveau" collège
- Propositions pour une nouvelle loi d'orientation
- (...)

L'AG est un temps fort dans la vie du CNGA

venez-y nombreux

TRAITEMENTS AU 1-1-2004 (ENSEIGNANTS)

Les traitements ont été augmentés de 0,5 % au 01/01/2004 ce qui porte le point indiciaire à 52,7558 € par an (D. 2003-1170 du 8/12/03) au lieu de 52,4933 € au 01/12/02.

| GRADE | E | IND | MENSUEL | | RETENUES C.S.G. | | MENSUEL NET | Indem. résid. | |
|---|---|-----|---------|-------------|-----------------|---------|-------------|---------------|-------|
| | | | BRUT | RETR. 7,85% | +R.D.S. 7,60% | zone 1% | | zone 3% | |
| CH. SUP. (1) H.Classe AGRÉGÉS PERS.DIR. | 1 | 657 | 2888.38 | 226.74 | 219.52 | 2442.13 | 28.88 | 86.65 | |
| | 2 | 695 | 3055.44 | 239.85 | 232.21 | 2583.37 | 30.55 | 91.66 | |
| | 3 | 733 | 3222.50 | 252.97 | 244.91 | 2724.62 | 32.22 | 96.67 | |
| | 4 | 775 | 3407.15 | 267.46 | 258.94 | 2880.74 | 34.07 | 102.21 | |
| | 5 | 820 | 3604.98 | 282.99 | 273.98 | 3048.01 | 36.05 | 108.15 | |
| (2) AGRÉGÉS PERS.DIR. 1ère cl. | A1 | | 3868.76 | 303.70 | 294.03 | 3271.04 | 38.69 | 116.06 | |
| | A2 | | 4022.63 | 315.78 | 305.72 | 3401.13 | 40.23 | 120.68 | |
| | A3 | | 4229.26 | 332.00 | 321.42 | 3575.84 | 42.29 | 126.88 | |
| | 1 | 378 | 1661.81 | 130.45 | 126.30 | 1405.06 | 16.62 | 49.85 | |
| | 2 | 399 | 1754.13 | 137.70 | 133.31 | 1483.12 | 17.54 | 52.62 | |
| | 3 | 435 | 1912.40 | 150.12 | 145.34 | 1616.93 | 19.12 | 57.37 | |
| | 4 | 477 | 2097.04 | 164.62 | 159.38 | 1773.05 | 20.97 | 62.91 | |
| | 5 | 517 | 2272.90 | 178.42 | 172.74 | 1921.73 | 22.73 | 68.19 | |
| | 6 | 553 | 2431.16 | 190.85 | 184.77 | 2055.55 | 24.31 | 72.93 | |
| | 7 | 592 | 2602.62 | 204.31 | 197.80 | 2200.51 | 26.03 | 78.08 | |
| PERS.DIR. 2ème cl. | 8 | 634 | 2787.26 | 218.80 | 211.83 | 2356.63 | 27.87 | 83.62 | |
| | 9 | 683 | 3002.68 | 235.71 | 228.20 | 2538.77 | 30.03 | 90.08 | |
| | 10 | 733 | 3222.50 | 252.97 | 244.91 | 2724.62 | 32.22 | 96.67 | |
| | 11 | 782 | 3437.92 | 269.88 | 261.28 | 2906.76 | 34.38 | 103.14 | |
| | 1 | 394 | 1732.15 | 135.97 | 131.64 | 1464.53 | 17.32 | 51.96 | |
| | 2 | 419 | 1842.06 | 144.60 | 140.00 | 1557.46 | 18.42 | 55.26 | |
| | 3 | 447 | 1965.15 | 154.26 | 149.35 | 1661.54 | 19.65 | 58.95 | |
| | 4 | 474 | 2083.85 | 163.58 | 158.37 | 1761.90 | 20.84 | 62.52 | |
| | 5 | 503 | 2211.35 | 173.59 | 168.06 | 1869.69 | 22.11 | 66.34 | |
| | 6 | 538 | 2365.22 | 185.67 | 179.76 | 1999.79 | 23.65 | 70.96 | |
| BI-ADMIS. | 7 | 566 | 2488.32 | 195.33 | 189.11 | 2103.87 | 24.88 | 74.65 | |
| | 8 | 616 | 2708.13 | 212.59 | 205.82 | 2289.72 | 27.08 | 81.24 | |
| | 9 | 661 | 2905.97 | 228.12 | 220.85 | 2456.99 | 29.06 | 87.18 | |
| | 10 | 695 | 3055.44 | 239.85 | 232.21 | 2583.37 | 30.55 | 91.66 | |
| | 1 | 365 | 1604.66 | 125.97 | 121.95 | 1356.74 | 16.05 | 48.14 | |
| | 2 | 399 | 1754.13 | 137.70 | 133.31 | 1483.12 | 17.54 | 52.62 | |
| | 3 | 420 | 1846.45 | 144.95 | 140.33 | 1561.18 | 18.46 | 55.39 | |
| | 4 | 441 | 1938.78 | 152.19 | 147.35 | 1639.23 | 19.39 | 58.16 | |
| | 5 | 468 | 2057.48 | 161.51 | 156.37 | 1739.60 | 20.57 | 61.72 | |
| | 6 | 499 | 2193.76 | 172.21 | 166.73 | 1854.83 | 21.94 | 65.81 | |
| H.Classe CERTIFIÉS P.L.P. C.P.E. DIR. CIO | 7 | 526 | 2312.46 | 181.53 | 175.75 | 1955.19 | 23.12 | 69.37 | |
| | 8 | 566 | 2488.32 | 195.33 | 189.11 | 2103.87 | 24.88 | 74.65 | |
| | 9 | 611 | 2686.15 | 210.86 | 204.15 | 2271.14 | 26.86 | 80.58 | |
| | 10 | 657 | 2888.38 | 226.74 | 219.52 | 2442.13 | 28.88 | 86.65 | |
| | 11 | 687 | 3020.27 | 237.09 | 229.54 | 2553.64 | 30.20 | 90.61 | |
| | 1 | 494 | 2171.78 | 170.48 | 165.06 | 1836.24 | 21.72 | 65.15 | |
| | 2 | 559 | 2457.54 | 192.92 | 186.77 | 2077.85 | 24.58 | 73.73 | |
| CERTIFIÉS P.L.P. C.P.E. DIR. CIO | 3 | 600 | 2637.79 | 207.07 | 200.47 | 2230.25 | 26.38 | 79.13 | |
| | 4 | 641 | 2818.04 | 221.22 | 214.17 | 2382.65 | 28.18 | 84.54 | |
| | 5 | 694 | 3051.04 | 239.51 | 231.88 | 2579.66 | 30.51 | 91.53 | |
| | 6 | 740 | 3253.27 | 255.38 | 247.25 | 2750.64 | 32.53 | 97.60 | |
| | 7 | 782 | 3437.92 | 269.88 | 261.28 | 2906.76 | 34.38 | 103.14 | |
| | CERTIFIÉS P.L.P. PROF. EPS C.P.E. C. O. PSY | 1 | 348 | 1529.92 | 120.10 | 116.27 | 1293.55 | 15.30 | 45.90 |
| | | 2 | 375 | 1648.62 | 129.42 | 125.30 | 1393.91 | 16.49 | 49.46 |
| 3 | | 394 | 1732.15 | 135.97 | 131.64 | 1464.53 | 17.32 | 51.96 | |
| 4 | | 415 | 1824.47 | 143.22 | 138.66 | 1542.59 | 18.24 | 54.73 | |
| 5 | | 438 | 1925.59 | 151.16 | 146.34 | 1628.08 | 19.26 | 57.77 | |
| 6 | | 466 | 2048.68 | 160.82 | 155.70 | 1732.16 | 20.49 | 61.46 | |
| 7 | | 494 | 2171.78 | 170.48 | 165.06 | 1836.24 | 21.72 | 65.15 | |
| 8 | | 530 | 2330.05 | 182.91 | 177.08 | 1970.06 | 23.30 | 69.90 | |
| 9 | | 566 | 2488.32 | 195.33 | 189.11 | 2103.87 | 24.88 | 74.65 | |
| 10 | | 611 | 2686.15 | 210.86 | 204.15 | 2271.14 | 26.86 | 80.58 | |
| 11 | | 657 | 2888.38 | 226.74 | 219.52 | 2442.13 | 28.88 | 86.65 | |

| GRADE | E | IND | MENSUEL | | RETENUES C.S.G. | | MENSUEL NET | Indem. résid. | |
|-----------------------|-----------------------------------|-----|---------|-------------|-----------------|---------|-------------|---------------|-------|
| | | | BRUT | RETR. 7,85% | +R.D.S. 7,60% | zone 1% | | zone 3% | |
| A. E. | 1 | 320 | 1406.82 | 110.44 | 106.92 | 1189.47 | 14.07 | 42.20 | |
| | 2 | 338 | 1485.95 | 116.65 | 112.93 | 1256.37 | 14.86 | 44.58 | |
| | 3 | 359 | 1578.28 | 123.89 | 119.95 | 1334.43 | 15.78 | 47.35 | |
| | 4 | 375 | 1648.62 | 129.42 | 125.30 | 1393.91 | 16.49 | 49.46 | |
| | 5 | 393 | 1727.75 | 135.63 | 131.31 | 1460.81 | 17.28 | 51.83 | |
| | 6 | 414 | 1820.08 | 142.88 | 138.33 | 1538.87 | 18.20 | 54.60 | |
| | 7 | 433 | 1903.61 | 149.43 | 144.67 | 1609.50 | 19.04 | 57.11 | |
| | 8 | 457 | 2009.12 | 157.72 | 152.69 | 1698.71 | 20.09 | 60.27 | |
| | 9 | 481 | 2114.63 | 166.00 | 160.71 | 1787.92 | 21.15 | 63.44 | |
| | 10 | 510 | 2242.12 | 176.01 | 170.40 | 1895.71 | 22.42 | 67.26 | |
| | 11 | 539 | 2369.61 | 186.01 | 180.09 | 2003.51 | 23.70 | 71.09 | |
| Cl.Excep. | 1 | 611 | 2686.15 | 210.86 | 204.15 | 2271.14 | 26.86 | 80.58 | |
| P.E.G.C. CH.E. EPS | 2 | 663 | 2914.76 | 228.81 | 221.52 | 2464.43 | 29.15 | 87.44 | |
| | 3 | 694 | 3051.04 | 239.51 | 231.88 | 2579.66 | 30.51 | 91.53 | |
| | 4 | 740 | 3253.27 | 255.38 | 247.25 | 2750.64 | 32.53 | 97.60 | |
| | 5 | 782 | 3437.92 | 269.88 | 261.28 | 2906.76 | 34.38 | 103.14 | |
| | H.Classe P.E.G.C. CH.E. EPS | 1 | 456 | 2004.72 | 157.37 | 152.36 | 1694.99 | 20.05 | 60.34 |
| 2 | | 480 | 2110.23 | 165.65 | 160.38 | 1784.20 | 21.10 | 63.13 | |
| 3 | | 509 | 2237.73 | 175.66 | 170.07 | 1892.00 | 22.38 | 67.13 | |
| 4 | | 538 | 2365.22 | 185.67 | 179.76 | 1999.79 | 23.65 | 70.96 | |
| 5 | | 611 | 2686.15 | 210.86 | 204.15 | 2271.14 | 26.86 | 80.58 | |
| 6 | | 657 | 2888.38 | 226.74 | 219.52 | 2442.13 | 28.88 | 86.65 | |
| P.E.G.C. | 1 | 320 | 1406.82 | 110.44 | 106.92 | 1189.47 | 14.07 | 42.20 | |
| | 2 | 338 | 1485.95 | 116.65 | 112.93 | 1256.37 | 14.86 | 44.58 | |
| | 3 | 358 | 1573.88 | 123.55 | 119.61 | 1330.72 | 15.74 | 47.22 | |
| | 4 | 375 | 1648.62 | 129.42 | 125.30 | 1393.91 | 16.49 | 49.46 | |
| | 5 | 393 | 1727.75 | 135.63 | 131.31 | 1460.81 | 17.28 | 51.83 | |
| | 6 | 414 | 1820.08 | 142.88 | 138.33 | 1538.87 | 18.20 | 54.60 | |
| | 7 | 433 | 1903.61 | 149.43 | 144.67 | 1609.50 | 19.04 | 57.11 | |
| | 8 | 457 | 2009.12 | 157.72 | 152.69 | 1698.71 | 20.09 | 60.27 | |
| | 9 | 481 | 2114.63 | 166.00 | 160.71 | 1787.92 | 21.15 | 63.44 | |
| | 10 | 510 | 2242.12 | 176.01 | 170.40 | 1895.71 | 22.42 | 67.26 | |
| | 11 | 539 | 2369.61 | 186.01 | 180.09 | 2003.51 | 23.70 | 71.09 | |
| CH. ENS. EPS | 1 | 296 | 1301.31 | 102.15 | 98.90 | 1100.26 | 13.06 | 39.17 | |
| | 2 | 338 | 1485.95 | 116.65 | 112.93 | 1256.37 | 14.86 | 44.58 | |
| | 3 | 358 | 1573.88 | 123.55 | 119.61 | 1330.72 | 15.74 | 47.22 | |
| | 4 | 375 | 1648.62 | 129.42 | 125.30 | 1393.91 | 16.49 | 49.46 | |
| | 5 | 393 | 1727.75 | 135.63 | 131.31 | 1460.81 | 17.28 | 51.83 | |
| | 6 | 414 | 1820.08 | 142.88 | 138.33 | 1538.87 | 18.20 | 54.60 | |
| | 7 | 433 | 1903.61 | 149.43 | 144.67 | 1609.50 | 19.04 | 57.11 | |
| | 8 | 457 | 2009.12 | 157.72 | 152.69 | 1698.71 | 20.09 | 60.27 | |
| | 9 | 481 | 2114.63 | 166.00 | 160.71 | 1787.92 | 21.15 | 63.44 | |
| | 10 | 510 | 2242.12 | 176.01 | 170.40 | 1895.71 | 22.42 | 67.26 | |
| | 11 | 539 | 2369.61 | 186.01 | 180.09 | 2003.51 | 23.70 | 71.09 | |

- (1) Professeurs de Chaires sup : indice 775 (4e éch)
 (2) Personnels de direction 1ère classe : ind. 399 (1er éch)

CNGA

| GRADE | E | IND | MENSUEL | | RETENUES Séc. IRCAN C.S.G. | | | | MENSUEL NET | Indem. résid. | |
|--------|---|-------|---------|-------------|----------------------------|-----------|--------------|---------|-------------|---------------|--|
| | | | BRUT | RETR. 6,55% | Sociale 0,75% | TEC 2,25% | +R.D.S. 7,6% | zone 1% | | zone 3% | |
| MA II | 1 | 320 | 1399.82 | 91.69 | 10.50 | 31.50 | 106.39 | 1159.75 | 4.00 | 41.99 | |
| | 2 | 334 | 1461.06 | 95.70 | 10.96 | 32.87 | 111.04 | 1210.49 | 4.61 | 43.83 | |
| | 3 | 350 | 1531.05 | 100.28 | 11.48 | 34.45 | 116.36 | 1268.48 | 5.31 | 45.93 | |
| | 4 | 367 | 1605.42 | 105.16 | 12.04 | 36.12 | 122.01 | 1330.09 | 6.05 | 48.16 | |
| | 5 | 383 | 1675.41 | 109.74 | 12.57 | 37.70 | 127.33 | 1388.08 | 6.75 | 50.26 | |
| | 6 | 394 | 1723.53 | 112.89 | 12.93 | 38.78 | 130.99 | 1427.94 | 7.24 | 51.71 | |
| | 7 | 415 | 1815.39 | 118.91 | 13.62 | 40.85 | 137.97 | 1504.05 | 8.15 | 54.46 | |
| | 8 | 446 | 1951.00 | 127.79 | 14.63 | 43.90 | 148.28 | 1616.40 | 9.51 | 58.53 | |
| MA III | 1 | 271 | 1185.47 | 77.65 | 8.89 | 26.67 | 90.10 | 982.17 | 2.99 | 38.98 | |
| | 2 | 293 | 1281.71 | 83.95 | 9.61 | 28.84 | 97.41 | 1061.90 | 2.99 | 38.98 | |
| | 3 | 306 | 1338.58 | 87.68 | 10.04 | 30.12 | 101.73 | 1109.01 | 3.39 | 40.16 | |
| | 4 | 320 | 1399.82 | 91.69 | 10.50 | 31.50 | 106.39 | 1159.75 | 4.00 | 41.99 | |
| | 5 | 336</ | | | | | | | | | |

TRAITEMENTS AU 1-1-2004 (NON ENSEIGNANTS)

| GRADE | E | IND | MENSUEL BRUT | RETENUES C.S.G. RETR. +R.D.S. | | MENSUEL NET | Indem. résid. | |
|---|----|-----|-----------------|-------------------------------------|--------|----------------|---------------|-------------|
| | | | | 7,85% | 7,60% | | zone 1 % | zone 3 % |
| S.A.S.U. S.de Docu TECHNI- CIEN DE LABO. cl. norm. | 1 | 290 | 1274.93 | 100.08 | 96.89 | 1077.95 | 13.06 | 39.17 |
| | 2 | 298 | 1310.10 | 102.84 | 99.57 | 1107.69 | 13.10 | 39.30 |
| | 3 | 306 | 1345.27 | 105.60 | 102.24 | 1137.43 | 13.45 | 40.36 |
| | 4 | 317 | 1393.63 | 109.40 | 105.92 | 1178.32 | 13.94 | 41.81 |
| | 5 | 324 | 1424.41 | 111.82 | 108.25 | 1204.34 | 14.24 | 42.73 |
| | 6 | 335 | 1472.77 | 115.61 | 111.93 | 1245.22 | 14.73 | 44.18 |
| | 7 | 349 | 1534.31 | 120.44 | 116.61 | 1297.26 | 15.34 | 46.03 |
| | 8 | 360 | 1582.67 | 124.24 | 120.28 | 1338.15 | 15.83 | 47.48 |
| | 9 | 377 | 1657.41 | 130.11 | 125.96 | 1401.34 | 16.57 | 49.72 |
| | 10 | 394 | 1732.15 | 135.97 | 131.64 | 1464.53 | 17.32 | 51.96 |
| | 11 | 417 | 1833.26 | 143.91 | 139.33 | 1550.02 | 18.33 | 55.00 |
| | 12 | 438 | 1925.59 | 151.16 | 146.34 | 1628.08 | 19.26 | 57.77 |
| | 13 | 462 | 2031.10 | 159.44 | 154.36 | 1717.29 | 20.31 | 60.93 |
| S.A.S.U. S.de Docu cl. sup. | 1 | 351 | 1543.11 | 121.13 | 117.28 | 1304.70 | 15.43 | 46.29 |
| | 2 | 367 | 1613.45 | 126.66 | 122.62 | 1364.17 | 16.13 | 48.40 |
| | 3 | 383 | 1683.79 | 132.18 | 127.97 | 1423.64 | 16.84 | 50.51 |
| | 4 | 404 | 1776.11 | 139.42 | 134.98 | 1501.70 | 17.76 | 53.28 |
| | 5 | 419 | 1842.06 | 144.60 | 140.00 | 1557.46 | 18.42 | 55.26 |
| | 6 | 442 | 1943.17 | 152.54 | 147.68 | 1642.95 | 19.43 | 58.30 |
| | 7 | 464 | 2039.89 | 160.13 | 155.03 | 1724.73 | 20.40 | 61.20 |
| | 8 | 488 | 2145.40 | 168.41 | 163.05 | 1813.94 | 21.45 | 64.36 |
| S.A.S.U. S.de Docu cl. exp. | 1 | 376 | 1653.02 | 129.76 | 125.63 | 1397.62 | 16.53 | 49.59 |
| | 2 | 396 | 1740.94 | 136.66 | 132.31 | 1471.97 | 17.41 | 52.23 |
| | 3 | 420 | 1846.45 | 144.95 | 140.33 | 1561.18 | 18.46 | 55.39 |
| | 4 | 444 | 1951.96 | 153.23 | 148.35 | 1650.39 | 19.52 | 58.56 |
| | 5 | 466 | 2048.68 | 160.82 | 155.70 | 1732.16 | 20.49 | 61.46 |
| | 6 | 489 | 2149.80 | 168.76 | 163.38 | 1817.65 | 21.50 | 64.49 |
| | 7 | 513 | 2255.31 | 177.04 | 171.40 | 1906.86 | 22.55 | 67.66 |
| A.A.S.U. | 1 | 348 | 1529.92 | 120.10 | 116.27 | 1293.55 | 15.30 | 45.90 |
| | 2 | 375 | 1648.62 | 129.42 | 125.30 | 1393.91 | 16.49 | 49.46 |
| | 3 | 388 | 1705.77 | 133.90 | 129.64 | 1442.23 | 17.06 | 51.17 |
| | 4 | 407 | 1789.30 | 140.46 | 135.99 | 1512.85 | 17.89 | 53.68 |
| | 5 | 430 | 1890.42 | 148.40 | 143.67 | 1598.35 | 18.90 | 56.71 |
| | 6 | 460 | 2022.31 | 158.75 | 153.70 | 1709.86 | 20.22 | 60.67 |
| | 7 | 495 | 2176.18 | 170.83 | 165.39 | 1839.96 | 21.76 | 65.29 |
| | 8 | 523 | 2299.27 | 180.49 | 174.74 | 1944.04 | 22.99 | 68.98 |
| | 9 | 544 | 2391.60 | 187.74 | 181.76 | 2022.09 | 23.92 | 71.75 |
| | 10 | 583 | 2563.05 | 201.20 | 194.79 | 2167.06 | 25.63 | 76.89 |
| | 11 | 625 | 2747.70 | 215.69 | 208.83 | 2323.18 | 27.48 | 82.43 |
| | 12 | 641 | 2818.04 | 221.22 | 214.17 | 2382.65 | 28.18 | 84.54 |
| Attaché principal d'A.S.U. 1e clas. | 1 | 695 | 3055.44 | 239.85 | 232.21 | 2583.37 | 30.55 | 91.66 |
| | 2 | 728 | 3200.52 | 251.24 | 243.24 | 2706.04 | 32.01 | 96.02 |
| | 3 | 759 | 3336.80 | 261.94 | 253.60 | 2821.27 | 33.37 | 100.10 |
| | 4 | 782 | 3437.92 | 269.88 | 261.28 | 2906.76 | 34.38 | 103.14 |
| Attaché principal d'A.S.U. 2e clas. | 1 | 476 | 2092.65 | 164.27 | 159.04 | 1769.33 | 20.93 | 62.78 |
| | 2 | 516 | 2268.50 | 178.08 | 172.41 | 1918.02 | 22.68 | 68.05 |
| | 3 | 550 | 2417.97 | 189.81 | 183.77 | 2044.40 | 24.18 | 72.54 |
| | 4 | 589 | 2589.43 | 203.27 | 196.80 | 2189.36 | 25.89 | 77.68 |
| | 5 | 625 | 2747.70 | 215.69 | 208.83 | 2323.18 | 27.48 | 82.43 |
| | 6 | 672 | 2954.32 | 231.91 | 224.53 | 2497.88 | 29.54 | 88.63 |
| H.Classe C.A.S.U. | 1 | 695 | 3055.44 | 239.85 | 232.21 | 2583.37 | 30.55 | 91.66 |
| | 2 | 713 | 3134.57 | 246.06 | 238.23 | 2650.28 | 31.35 | 94.04 |
| | 3 | 745 | 3275.26 | 257.11 | 248.92 | 2769.23 | 32.75 | 98.26 |
| | 4 | 767 | 3371.97 | 264.70 | 256.27 | 2851.00 | 33.72 | 101.16 |
| | 5 | 797 | 3503.86 | 275.05 | 266.29 | 2962.52 | 35.04 | 105.12 |
| C.A.S.U. | 1 | 452 | 1987.14 | 155.99 | 151.02 | 1680.12 | 19.87 | 59.61 |
| | 2 | 466 | 2048.68 | 160.82 | 155.70 | 1732.16 | 20.49 | 61.46 |
| | 3 | 480 | 2110.23 | 165.65 | 160.38 | 1784.20 | 21.10 | 63.31 |
| | 4 | 507 | 2228.93 | 174.97 | 169.40 | 1884.56 | 22.29 | 66.87 |
| | 5 | 534 | 2347.63 | 184.29 | 178.42 | 1984.92 | 23.48 | 70.43 |
| | 6 | 566 | 2488.32 | 195.33 | 189.11 | 2103.87 | 24.88 | 74.65 |
| | 7 | 601 | 2642.19 | 207.41 | 200.81 | 2233.97 | 26.42 | 79.27 |
| | 8 | 641 | 2818.04 | 221.22 | 214.17 | 2382.65 | 28.18 | 84.54 |
| | 9 | 664 | 2919.15 | 229.15 | 221.86 | 2468.15 | 29.19 | 87.57 |
| | 10 | 687 | 3020.27 | 237.09 | 229.54 | 2553.64 | 30.20 | 90.61 |
| | 11 | 710 | 3121.38 | 245.03 | 237.23 | 2639.13 | 31.21 | 93.64 |

CNGA

| GRADE | E | IND | MENSUEL BRUT | RETENUES C.S.G. RETR. +R.D.S. | | MENSUEL NET | Indem. résid. | |
|--|----|-----|-----------------|-------------------------------------|--------|----------------|---------------|-------------|
| | | | | 7,85% | 7,60% | | zone 1 % | zone 3 % |
| TECHNI- CIEN DE LABO. cl. sup. | 1 | 333 | 1463.97 | 114.92 | 111.26 | 1237.79 | 14.64 | 43.92 |
| | 2 | 355 | 1560.69 | 122.51 | 118.61 | 1319.57 | 15.61 | 46.82 |
| | 3 | 378 | 1661.81 | 130.45 | 126.30 | 1405.06 | 16.62 | 49.85 |
| | 4 | 398 | 1749.73 | 137.35 | 132.98 | 1479.40 | 17.50 | 52.49 |
| | 5 | 419 | 1842.06 | 144.60 | 140.00 | 1557.46 | 18.42 | 55.26 |
| | 6 | 442 | 1943.17 | 152.54 | 147.68 | 1642.95 | 19.43 | 58.30 |
| | 7 | 464 | 2039.89 | 160.13 | 155.03 | 1724.73 | 20.40 | 61.20 |
| | 8 | 488 | 2145.40 | 168.41 | 163.05 | 1813.94 | 21.45 | 64.36 |
| TECHNI- CIEN DE LABO. cl. exc. | 1 | 357 | 1569.48 | 123.20 | 119.28 | 1327.00 | 15.69 | 47.08 |
| | 2 | 386 | 1696.98 | 133.21 | 128.97 | 1434.80 | 16.97 | 50.91 |
| | 3 | 399 | 1754.13 | 137.70 | 133.31 | 1483.12 | 17.54 | 52.62 |
| | 4 | 420 | 1846.45 | 144.95 | 140.33 | 1561.18 | 18.46 | 55.39 |
| | 5 | 444 | 1951.96 | 153.23 | 148.35 | 1650.39 | 19.52 | 58.56 |
| | 6 | 466 | 2048.68 | 160.82 | 155.70 | 1732.16 | 20.49 | 61.46 |
| | 7 | 490 | 2154.20 | 169.10 | 163.72 | 1821.37 | 21.54 | 64.63 |
| | 8 | 513 | 2255.31 | 177.04 | 171.40 | 1906.86 | 22.55 | 67.66 |
| ADJ. ADM. PRINC. 1e cl. | 1 | 359 | 1578.28 | 123.89 | 119.95 | 1334.43 | 15.78 | 47.35 |
| | 2 | 378 | 1661.81 | 130.45 | 126.30 | 1405.06 | 16.62 | 49.85 |
| | 3 | 393 | 1727.75 | 135.63 | 131.31 | 1460.81 | 17.28 | 51.83 |
| MAITRES OUVRIERS PPAUX AIDE TECHN. PPAL | 1 | 327 | 1437.60 | 112.85 | 109.26 | 1215.49 | 14.38 | 43.13 |
| | 2 | 342 | 1503.54 | 118.03 | 114.27 | 1271.24 | 15.04 | 45.11 |
| | 3 | 354 | 1556.30 | 122.17 | 118.28 | 1315.85 | 15.56 | 46.69 |
| | 4 | 365 | 1604.66 | 125.97 | 121.95 | 1356.74 | 16.05 | 48.14 |
| | 5 | 393 | 1727.75 | 135.63 | 131.31 | 1460.81 | 17.28 | 51.83 |
| | 6 | 415 | 1824.47 | 143.22 | 138.66 | 1542.59 | 18.24 | 54.73 |
| Echelle E 2 | 1 | 262 | 1151.83 | 90.42 | 87.54 | 973.88 | 13.06 | 39.17 |
| | 2 | 264 | 1160.63 | 91.11 | 88.21 | 981.31 | 13.06 | 39.17 |
| | 3 | 267 | 1173.82 | 92.14 | 89.21 | 992.46 | 13.06 | 39.17 |
| | 4 | 271 | 1191.40 | 93.53 | 90.55 | 1007.33 | 13.06 | 39.17 |
| | 5 | 278 | 1222.18 | 95.94 | 92.89 | 1033.35 | 13.06 | 39.17 |
| | 6 | 283 | 1244.16 | 97.67 | 94.56 | 1051.94 | 13.06 | 39.17 |
| | 7 | 287 | 1261.74 | 99.05 | 95.89 | 1066.80 | 13.06 | 39.17 |
| | 8 | 294 | 1292.52 | 101.46 | 98.23 | 1092.82 | 13.06 | 39.17 |
| | 9 | 302 | 1327.69 | 104.22 | 100.90 | 1122.56 | 13.28 | 39.83 |
| | 10 | 306 | 1345.27 | 105.60 | 102.24 | 1137.43 | 13.45 | 40.36 |
| | 11 | 323 | 1420.01 | 111.47 | 107.92 | 1200.62 | 14.20 | 42.60 |
| Echelle E 3 | 1 | 263 | 1156.23 | 90.76 | 87.87 | 977.59 | 13.06 | 39.17 |
| | 2 | 265 | 1165.02 | 91.45 | 88.54 | 985.03 | 13.06 | 39.17 |
| | 3 | 268 | 1178.21 | 92.49 | 89.54 | 996.18 | 13.06 | 39.17 |
| | 4 | 276 | 1213.38 | 95.25 | 92.22 | 1025.92 | 13.06 | 39.17 |
| | 5 | 284 | 1248.55 | 98.01 | 94.89 | 1055.65 | 13.06 | 39.17 |
| | 6 | 292 | 1283.72 | 100.77 | 97.56 | 1085.39 | 13.06 | 39.17 |
| | 7 | 300 | 1318.90 | 103.53 | 100.24 | 1115.13 | 13.19 | 39.57 |
| | 8 | 308 | 1354.07 | 106.29 | 102.91 | 1144.86 | 13.54 | 40.62 |
| | 9 | 315 | 1384.84 | 108.71 | 105.25 | 1170.88 | 13.85 | 41.55 |
| | 10 | 324 | 1424.41 | 111.82 | 108.25 | 1204.34 | 14.24 | 42.73 |
| | 11 | 337 | 1481.56 | 116.30 | 112.60 | 1252.66 | 14.82 | 44.45 |
| Echelle E 4 | 1 | 266 | 1169.42 | 91.80 | 88.88 | 988.74 | 13.06 | 39.17 |
| | 2 | 272 | 1195.80 | 93.87 | 90.88 | 1011.05 | 13.06 | 39.17 |
| | 3 | 278 | 1222.18 | 95.94 | 92.89 | 1033.35 | 13.06 | 39.17 |
| | 4 | 287 | 1261.74 | 99.05 | 95.89 | 1066.80 | 13.06 | 39.17 |
| | 5 | 297 | 1305.71 | 102.50 | 99.23 | 1103.97 | 13.06 | 39.17 |
| | 6 | 305 | 1340.88 | 105.26 | 101.91 | 1133.71 | 13.41 | 40.23 |
| | 7 | 315 | 1384.84 | 108.71 | 105.25 | 1170.88 | 13.85 | 41.55 |
| | 8 | 323 | 1420.01 | 111.47 | 107.92 | 1200.62 | 14.20 | 42.60 |
| | 9 | 334 | 1468.37 | 115.27 | 111.60 | 1241.51 | 14.68 | 44.05 |
| | 10 | 344 | 1512.33 | 118.72 | 114.94 | 1278.68 | 15.12 | 45.37 |
| | 11 | 351 | 1543.11 | 121.13 | 117.28 | 1304.70 | 15.43 | 46.29 |
| Echelle E 5 | 1 | 271 | 1191.40 | 93.53 | 90.55 | 1007.33 | 13.06 | 39.17 |
| | 2 | 276 | 1213.38 | 95.25 | 92.22 | 1025.92 | 13.06 | 39.17 |
| | 3 | 285 | 1252.95 | 98.36 | 95.22 | 1059.37 | 13.06 | 39.17 |
| | 4 | 296 | 1301.31 | 102.15 | 98.90 | 1100.26 | 13.06 | 39.17 |
| | 5 | 306 | 1345.27 | 105.60 | 102.24 | 1137.43 | 13.45 | 40.36 |
| | 6 | 316 | 1389.24 | 109.06 | 105.58 | 1174.60 | 13.89 | 41.68 |
| | 7 | 324 | 1424.41 | 111.82 | 108.25 | 1204.34 | 14.24 | 42.73 |
| | 8 | 336 | 1477.16 | 115.96 | 112.26 | 1248.94 | 14.77 | 44.31 |
| | 9 | 348 | 1529.92 | 120.10 | 116.27 | 1293.55 | 15.30 | 45.90 |
| | 10 | 359 | 1578.28 | 123.89 | 119.95 | 1334.43 | 15.78 | 47.35 |
| | 11 | 378 | 1661.81 | 130.45 | 126.30 | 1405.06 | 16.62 | 49.85 |

BSR en classe de 5ème et de 3ème. Vaste fumisterie à tous les niveaux

L'épreuve du BSR (Brevet de Sécurité Routière) est obligatoire, elle aboutit à la délivrance d'une « attestation de sécurité routière » indispensable pour être autorisé à passer le permis de conduire. Pour nombre d'élèves l'enjeu est donc d'importance !

L'enseignement

Chaque professeur est censé, au cours de ses horaires disciplinaires, préparer ses élèves à l'épreuve du BSR. Dans la réalité des faits, non seulement les horaires n'ont pas été prévus en conséquence mais, de plus, les enseignants n'ont reçu aucune formation sérieuse leur permettant de traiter d'un tel sujet. Aussi, et à juste titre, sont-ils nombreux à refuser cette charge supplémentaire. De fait ce sont les professeurs d'Education civique (c'est-à-dire les professeurs d'Histoire-Géographie) qui se voient implicitement « imposer », par l'administration, d'assurer au moins

l'évaluation de l'épreuve du BSR. Au fil des années l'Histoire-Géographie devient ainsi une discipline « fourre tout » chargée, en même temps que de l'Education civique proprement dite, d'initiation à toutes sortes d'autres domaines : sécurité routière, environnement, conduites à risques, etc.

Le contenu de l'épreuve d'examen

Chaque établissement reçoit une cassette vidéo et une grille d'évaluation de type QCM ; la même pour toute la France. Le contenu des questions ne concerne pas exclusivement le code de la route. Ce dernier n'est qu'un prétexte

pour poser des questions dignes de l'émission « qui veut gagner des millions ? »

Les conditions de passage des épreuves

Sur une semaine elles sont passées à des heures différentes, suivant les classes. Ceux qui passent en dernier peuvent donc être informés sur le contenu de l'épreuve.

Chaque professeur (souvent celui d'éducation civique) qui fait passer l'épreuve le fait à ses élèves, pendant une de ses heures de cours, et il est seul à surveiller.

Les conditions de passage de l'examen sont donc très loin d'être satisfaisantes. Mais qui s'en soucie puisque de toute façon les élèves, dans leur quasi totalité, arrivent à répondre correctement au moins à la moitié des questions, ce qui leur permet de recevoir leur attestation de BSR.

Tout cela est regrettable, car une initiation aux dangers de la route, notamment pour les cyclistes et les futurs cyclomotoristes, est souhaitable ; mais dans d'autres conditions et assurée par des professionnels !

Paulette Jarrige

DÉBAT SUR L'ÉCOLE

Conseil Economique et Social : un complément au Débat sur l'Ecole

Abondance de biens nuit-elle ?

L'avenir de l'Ecole est un sujet récurrent de consultations et d'analyses souvent fines. L'ennui, c'est que, malgré la qualité des rapports auxquels elles ont donné lieu, le Politique n'en tire pas réflexion ni conclusions permettant d'apporter des réponses satisfaisantes aux problèmes dans lesquels se débat l'école de la République.

Alors que le Débat sur l'Ecole, présidé par M. Thélot, vient tout juste de donner lieu à un ouvrage de synthèse (Miroir du Débat), le premier ministre a confié aussi au CES une mission de réflexion pour contribuer à la préparation de la Loi d'orientation sur l'avenir de l'Ecole.

La CFE-CGC, membre du CES, y participe, le CNGA étant consulté en qualité d'expert.

Le CES après audition d'experts d'horizons différents (Président du Haut Conseil de l'Evaluation de l'Ecole, Président de la section « éducation » de la cour des comptes, Proviseur de lycée, Président du haut comité Education Economie Emploi, etc.) doit produire un projet d'avis qui devrait compléter l'éclairage sur les questions d'éducation.

Selon le CES, les données statistiques sont fiables, souvent éloquentes, et devraient donc faciliter l'élaboration d'une réforme nécessaire du système et, en l'occurrence, d'une nouvelle loi d'orientation.

Mais, selon le CNGA, la volonté de réformer courageusement l'emportera-t-elle sur les résistances idéologiques et les a priori qui se font déjà jour ?

Lorsque les travaux seront terminés et que l'Avis, en cours de discussion, sera soumis à l'approbation des membres du CES, le CNGA vous apportera informations et commentaires.

Michèle Prioul

Adhérez,
faites adhérer
au CNGA !

Tout vient à point à qui sait attendre !

Le 20 octobre 1992 dans un lycée de Montreuil, l'un de nos adhérents était agressé par un élève lors d'une intervention, qu'il jugeait indispensable de faire, dans la classe voisine de la sienne. Notre collègue a été indemnisé pour le préjudice physique subi (il avait du être hospitalisé et avait été mis en arrêt de travail), il a obtenu du tribunal pour enfants, en réparation du préjudice, la somme de 11 000 F (1677 €).

Mais ce qui est nouveau, c'est que ce professeur a, suite à une longue procédure administrative, obtenu que l'Etat soit condamné à lui verser 1 500 € au titre des accidents de service (loi du 13 juillet 1983) pour la réparation des conséquences physiologiques et morales de l'atteinte à son intégrité physique. Il s'agit ici, dans le cadre de la protection que l'Etat doit à ses fonctionnaires, d'indemniser les outrages et injures proférées à son encontre lors de l'incident.

Cette décision du 8 janvier 2004 du tribunal administratif de Paris est intéressante... Que ceux qui se trouveraient dans une telle situation sachent qu'elle peut faire jurisprudence !

N'oubliez pas que votre cotisation peut vous permettre d'être défendu, sans bourse délier, par la DAS. Le paiement de votre première cotisation doit, toutefois, être antérieure d'au moins 6 mois aux faits nécessitant l'assistance.

Michel Savattier

RELATIONS EXTÉRIEURES

Comité National d'Information sur la Drogue (CNID)

Le CNGA est depuis plusieurs années en relation avec le Comité National d'Information sur la Drogue. Le 20 mars, le CNID fêtait au Sénat son 25^{ème} anniversaire. Le matin, le Dr. Hovnanian a fait un historique de l'évolution de la toxicomanie des jeunes, depuis la Californie des années soixante jusqu'à aujourd'hui dans notre pays, qui se caractérise en particulier par l'explosion de la consommation de cannabis. Il a rappelé aussi la législation, la création en 82 de la MILT, Mission Interministérielle de Lutte contre la Toxicomanie (14 présidents en 14 ans !), les circulaires Jospin et Allègre... Pour le président fondateur du CNID, on a fait une mauvaise analyse de la situation dès le départ, en considérant que les troubles

psychologiques dont souffrent les toxicomanes sont la cause et non la conséquence de leur toxicomanie : le CNID est pour une politique tout à fait différente en matière de lutte contre la drogue. Il prône le sevrage total et se prononce contre les traitements de substitution. Il s'est impliqué très vigoureusement dans la dénonciation des méfaits du cannabis. D'autres intervenants ont pris la parole. Le Docteur Pépin sur l'«*évolution de la législation française concernant la détection des stupéfiants* » au volant, le Docteur Trarieux sur la «*toxicomanie en milieu professionnel* », M. Apaire, conseiller juridique auprès de M. Sarkozy, et le Sénateur Plasait, qui a signalé la création d'un groupe inter-parlemen-

taire et a annoncé le dépôt d'une proposition de loi en avril visant à réorienter la politique de lutte contre la drogue pour plus d'efficacité. L'après-midi a été consacré à l'assemblée générale réglementaire. Le Dr. Hovnanian, qui avait annoncé qu'il se retirerait (pour une retraite certainement très active) a été remplacé à la fonction de président par le Dr. Gortchakoff. Avant le rapport financier, le secrétaire général, M. Bonneville, délégué PEEP au CESR d'Ile de France, a rendu compte des activités du CNID, de la difficulté de se faire entendre auprès des autorités et, en même temps, de la vitalité des antennes en province.

Si vous voulez compléter votre information sur ces questions et mieux connaître cette association «*politiquement incorrecte* », vous pouvez vous reporter à son site Internet, très visité : www.cnid.org ; les coordonnées du CNID : Email : contact@cnid.org ; CNID : 9bis Boulevard Jean Jaurès 92100 Boulogne Billancourt. tél. : 01 41 31 40 39. Le CNGA n'est pas membre de l'association mais se tient au courant de ses activités.

A.-M. Dorandeu

Mission première de l'école :

ENSEIGNER

Annualisation du temps partiel pour les enseignants (NS n°2004-029 du 16-2-2004, BO n°9 du 26-2-2004)

Cette circulaire concerne à la fois les enseignants titulaires et non titulaires des 1er et second degrés et les personnels de documentation, d'éducation et d'orientation. Ce temps partiel peut, en outre, être soit le temps partiel dit « d'autorisation » soit le nouveau temps partiel de droit pour raisons familiales instauré par la loi du 21 août 2003. Dans les deux cas, le temps partiel annualisé n'est accordé que s'il est « compatible avec les nécessités de service et la continuité du service ». Cela posera évidemment des problèmes beaucoup plus délicats que le temps partiel « ordinaire », ce qui risque d'entraîner des refus plus nombreux qui, d'ailleurs, peuvent être soumis, comme dans le cas du temps partiel non annualisé, aux Commissions Administratives Paritaires.

Demande initiale : Elle doit être présentée avant le 31 mars, c'est pourquoi nous avons indiqué sur notre site CNGA et dans l'UA 269 de mars (page 5) cette circulaire sur l'annualisation, sans attendre le « BO papier ». Mais il faut bien reconnaître que les candidats éventuels n'ont pas eu beaucoup de temps, cette année, pour se retourner et, fin mars pour début septembre, cela fait en revanche une période bien longue.

L'autorisation est accordée à partir du 1er septembre et pour l'année scolaire et, bien que cela ne soit pas formellement exigé, il est recommandé, pour d'évidentes raisons pédagogiques, qu'il y ait « une seule alternance » c'est-à-dire une période travaillée suivie d'une non travaillée ou inversement. Par ailleurs, même au cours d'une période non travaillée, on peut être mis à contribution pour des examens.

La circulaire contient un certain nombre d'autres précisions :

- autorisation renouvelable 2 fois par tacite reconduction ;
- demande de réintégration à temps plein ou de modification possible après un an ou deux, qui doit être présentée

avant le 31 mars précédant l'année scolaire concernée ;

- rémunération annuelle, qu'on soit ou non dans la période travaillée ;

- HSE possibles mais HSA exclues ;

- pour l'établissement des jours de travail, « l'assiette », comme on dit pour les impôts, est l'année scolaire en jours (avec les semaines du lundi au samedi inclus) en décomptant les dimanches et vacances scolaires mais non les jours fériés.

L'annualisation du temps partiel n'est pas, en soi, une formule inintéressante, mais elle se heurte, pour les professeurs, à de très sérieuses difficultés : on voit mal, en particulier, comment pourrait

être organisé un temps partiel autre qu'un mi-temps avec un semestre travaillé (à 100%) et un semestre non travaillé. Même dans ce dernier cas, deux demi-professeurs successifs, est-ce pour les élèves une bonne solution ? Il vaudrait mieux prévoir des congés de formation professionnelle accordés plus largement, notamment à ceux qui ont peu ou relativement peu d'années d'exercice. Et le CNGA ne peut, en outre, que protester contre la suppression « de facto » du congé de mobilité, ce contre quoi il est le seul syndicat à avoir protesté par un recours en Conseil d'Etat (malheureusement rejeté).

Jean Rodot

STATISTIQUEMENT VÔTRE

Recrutement des enseignants du second degré.

Une note d'information du ministère de l'éducation nationale indique que l'âge moyen aux concours externes de recrutement des enseignants du second degré est de 26,2 ans en 2002 dont 8% des admis sont des étudiants. Pour l'ensemble des concours internes et réservés, il est de 28,3 ans (27,9 ans pour les femmes et 28,9 ans pour les hommes) dont plus d'un lauréat sur trois sont des contractuels. Les candidats admis aux concours sont « toujours majoritairement » des femmes. Elles représentent 59,1% des admis pour 57,3% en 2001, les 2/3 des lauréats du CAPES et la moitié des reçus à l'agrégation et au CAPLP. Elles sont minoritaires au CAPET et au CAPEPS. Les femmes sont toujours très largement majoritaires dans la plupart des disciplines littéraires, en langues et en documentation, et, depuis 2001, « la parité s'installe » dans les disciplines scientifiques.

Parmi les lauréats, 1,3% sont issus des autres pays de l'Union Européenne (+10% sur un an). Au concours 2002 sur 1725 inscrits 84% issus des autres pays de l'UE passent un concours de langue vivante. Un lauréat sur 5 aux concours d'italien est de nationalité italienne, et un sur quatre aux concours d'allemand est allemand ou autrichien.

Le ministère de l'EN publie de nombreuses « notes d'informations » dans lesquelles tableaux, pourcentages et commentaires se succèdent au fil des pages, mais ces « notes » sont-elles réellement pertinentes ? Sont-elles pour autant matière à réflexion pour le ministère ?

Paulette Jarrige

A l'initiative de Bernard Salengro, Président du Syndicat des Médecins du Travail-CGC, la CFE-CGC a créé en 2000 un observatoire du stress. Il était urgent de mettre en place une telle structure, d'autant plus que les statistiques indiquent que 40% des salariés européens (essentiellement des cadres) sont touchés par le stress professionnel et que ce dernier s'accompagne souvent de harcèlement.

La CFE-CGC est la première confédération à s'être inquiétée du problème. Sa Fédération des Fonctions Publiques (dont le CNGA est membre) anime une commission « stress et harcèlement » qui s'interroge sur ces problèmes aux conséquences de plus en plus aiguës.

La CFE-CGC s'est récemment associée au cabinet Psya (premier service professionnel spécialisé dans le soutien psychologique par téléphone et par internet) pour aider ses adhérents et les membres de leur famille (conjoint, enfants) en situation de stress professionnel, voire même personnel.

PSYA vous offre la possibilité de dialoguer avec un psychologue diplômé assurant une écoute immédiate, en totale confidentialité, conformément au code de déontologie des psychologues cliniciens.

Le service PSYA est accessible 24h sur 24, 7j sur 7, au moyen d'une ligne téléphonique ou du site Internet pour une conversation en temps réel ou un échange par le biais de questions-réponses. A l'issue des entretiens avec ses psychologues cliniciens, PSYA peut compléter si nécessaire la relation d'aide par deux consultations avec un psychologue libéral de son réseau.

Le service PSYA est gratuit pour les adhérents CFE-CGC, y compris les deux premières consultations dans le réseau de psychologues.

En conclusion, le service PSYA, au travers de ses professionnels de l'écoute, a bien pour objectif la prévention, il ne s'agit pas de thérapie par téléphone.

Qu'apporte le service Psya à nos adhérents ?

L'approche de PSYA se caractérise par la prise en compte de la dimension psychologique de la santé.

PSYA propose un service à visée préventive. Il n'est pas à confondre avec un travail de psychothérapie.

PSYA apporte une aide dans les situations suivantes :

- difficultés d'adaptation au travail,
- harcèlement sur le lieu de travail,
- anxiété, dépression ou épuisement professionnel,
- problèmes de dépendance (drogues, alcools,...),
- difficultés de communication,
- difficultés familiales ou conjugales,
- violence,
- deuil,
- maladie, ...

Adhérents, si ce service vous intéresse, contactez-nous.

**Et en plus...
grâce à votre cotisation syndicale,
vous êtes mieux protégé !**

**Adhérents, en cas de problème
contactez M. Savattier 06.60.62.02.12**

Le CNGA vous offre, grâce à un contrat de groupe signé par les Fonctions Publiques CGC avec la DAS au bénéfice des adhérents des syndicats affiliés, une protection professionnelle et syndicale. En effet, inclus dans votre cotisation, vous bénéficiez :

RAPPEL

-d'une prestation d'information juridique,

l'assureur informe l'assuré, par l'intermédiaire d'une plate-forme téléphonique constituée de juristes compétents (Seul le CNGA peut appeler pour répondre à votre demande),

-d'une prestation de défense amiable et judiciaire,

Domaines concernés : Conflit individuel du travail, mise en cause personnelle devant les tribunaux répressifs, victime de diffamation.

-Amiable : l'assureur effectue les démarches nécessaires auprès de la partie adverse afin d'obtenir une solution négociée au mieux des intérêts de l'assuré.

-Judiciaire : Paiement des frais d'honoraires et des frais d'exécution. L'assuré a la liberté de choix de son avocat, le plafond de dépenses est de 20 000 € par sinistre, le seuil d'intervention est de 200 €.

Attention ! Votre assurance ne prend effet que 6 mois après votre paiement de cotisation !

Cotisation annuelle 2003-2004

INDICES MAJORES

| | |
|--------------------------------------|----------|
| Indice 287 et au-dessous..... | 78,00 € |
| De l'indice 288 à l'indice 308 | 86,00 € |
| De l'indice 309 à l'indice 353 | 96,00 € |
| De l'indice 354 à l'indice 404 | 108,00 € |
| De l'indice 405 à l'indice 457 | 120,00 € |
| De l'indice 458 à l'indice 500 | 130,00 € |
| De l'indice 501 à l'indice 553 | 140,00 € |
| De l'indice 554 à l'indice 600 | 152,00 € |
| De l'indice 601 à l'indice 657 | 163,00 € |
| De l'indice 658 à l'indice 702 | 174,00 € |
| De l'indice 703 à l'indice 750 | 184,00 € |
| A partir de l'indice 751 | 194,00 € |

| | |
|---|----------|
| Stagiaires en I.U.F.M. : Certifiés , Prof. EPS, PLP et CPE* | 90,00 € |
| Agrégés et Bi-admissibles | 105,00 € |
| A.A.S.U. stagiaires* et Cons. Or. Psy. stagiaires (2ème année)* | 90,00 € |
| EL/Prof. des cycles préparat. conc. PLP*, C. O. Psy. 1ère année* | 80,00 € |
| Aides-Educateurs | 50,00 € |
| Assistants d'éducation | 78,00 € |
| Elèves I.U.F.M. (1ère année ou année préparatoire) | 50,00 € |

* Tarifs applicables aux Stagiaires ou EL/Prof. sauf si leur indice (notamment par suite d'un reclassement) est supérieur à 348 ou à 293 (cycles préparatoires).

RETRAITÉS

Retraite brute (ou *Principal*) et **Congé de Fin d'Activité**

| | |
|--------------------------|----------|
| Inférieure à 900 €..... | 61,00 € |
| De 900 à 1100 €..... | 72,00 € |
| De 1100 à 1300 €..... | 82,00 € |
| De 1300 à 1500 €..... | 87,00 € |
| De 1500 à 1750 €..... | 92,00 € |
| De 1750 à 2000 €..... | 98,00 € |
| De 2000 à 2200 €..... | 105,00 € |
| Au dessus de 2200 €..... | 113,00 € |



La cotisation des collègues en **disponibilité, en congé pour études** ou en **congé parental** est forfaitairement fixée à **55,00 €** Pour celle des collègues en **C.F.P. rémunéré**, consulter le B.N.

Pour les **ménages d'adhérents**, seule la cotisation la plus élevée est obligatoirement complète ; l'autre peut être **diminuée de 50%**, sous réserve qu'elle reste **≥ 70,00 €** pour les actifs et **55,00 €** pour les retraités.

Temps partiel :

Pour un service < ou = à 75 % du service plein : 1/2 cotisation (*qui ne peut être inférieure à 70,00 €*).

Pour un service > 75 % du service plein : cotisation complète.

Pour une Cessation Progressive d'Activité : cotisation complète.

Le cumul des réductions de cotisation n'est pas possible.

Remarques: - LA DÉDUCTION FISCALE EST DE 50%

- **PRÉLÈVEMENT** : Vous pouvez autoriser le CNGA à **prélever** le montant de votre cotisation en **3 fois** (ou en **une seule fois**).

Abonnement annuel à l'Université Autonome (UA) : **35,00 €** Le service de l'UA est gracieux pour les adhérents à jour de cotisation.

ADHESION - ABONNEMENT

Académie:.....

Année scolaire 2003-2004

M., Mme, Mlle :..... Prénom:.....

Adresse personnelle :.....

Tél.:.....

e-mail :

Etablissement scolaire:.....

Catégorie et Fonction Discipline Echelon Indice depuis le

Situation particulière éventuelle : Temps partiel . . . / . . . heures ; C.P.A. ; CFA...

- ***ADHÈRE au CNGA (le service à l'UA est gracieux pour les adhérents)**

- ***demande le prélèvement automatique** de sa cotisation en **une seule fois*** ou en **3 fois***

(Dans ce cas, demandez-nous un formulaire d'autorisation de prélèvement.)

- ***M'abonne seulement à l'UA (35 € pour 1 an)**

* (rayer les mentions inutiles)

A.....le.....

Signature :

Montant
de la cotisation :

Ces informations nous sont indispensables pour la bonne tenue de notre fichier.

Elles sont réservées au CNGA et, conformément à l'article 27 de la Loi 78-17 du 6/1/78, les intéressés disposent, pour les informations les concernant, d'un droit d'accès et de rectification qui s'exerce au siège : 59/63 rue du Rocher - 75008 PARIS

CNGA : 59/63 rue du Rocher - 75008 PARIS - Tél. 01 55 30 13 46 - Télécopie 01 55 30 13 48 - e-mail : cnga@cnga.fr

CCP : CNGA, Centre LA SOURCE n° 30-101-96 T

Date à retenir
Assemblée Générale du CNGA
Mercredi 9 et jeudi 10 juin 2004

***-Protection juridique
par la DAS
-Aide psychologique
par PSYA***

Liste des Responsables Académiques

| | |
|------------------------|---|
| AIX-MARSEILLE | CNGA/FP-CGC, U.R.-CGC, 24 avenue du Prado - 13008 MARSEILLE - Tél. : 04 91 59 88 31 |
| ANTILLES-GUYANE | Mme BIBAS, Les Hauts du Port, Flandre n° 59, Le Morne Pichevin - 97200 FORT-DE-FRANCE |
| BESANÇON | CNGA/FP-CGC, U.R.-CGC, 48 rue Battant - 25000 BESANÇON - Tél. 03 81 81 20 68 |
| BORDEAUX | M. P. LARQUEY FP-CGC Aquitaine 26 allées de Tourny 33000 BORDEAUX - Tél. 05 56 81 71 51 M. MARCHOU 15 allée Elisée Reclus 33120 ARCACHON - Tél. 05 56 83 27 74 |
| CAEN | M. BRUNEL, rue de l'Eglise - 14112 PÉRIERS-SUR-LE-DAN - Tél. 02 31 44 12 94 |
| CLERMONT | M. COUEGNAT, 66 rue du Repos - 69007 LYON - Tél. 04 78 58 21 16 |
| CRETEIL | Mme LECLERCQ, 48 rue de la Grande Ile - 77100 MEAUX - Tél-Fax 01 60 09 44 21 Mme PRIEUL (Déléguée Académique Adjointe) 32 rue de la Chine -75020 PARIS - Tél-Fax 01 43 66 19 98 |
| DIJON | Mme CHERRIER-CHAUDAT, 3 bis rue de la Prévôté - 21000 Dijon - Tél. 03 80 70 17 17 LE PILLOUER Michel (Dél. Ac. Adj.) 41 rue des Angles-71370 SAINT GERMAIN DU PLAIN -Tél. 03 85 47 33 90 |
| GRENOBLE | Mme QUERON, 36 Impasse Perce-Neige, Tucinge - 74130 BONNEVILLE - Tél. 04 50 97 18 87 |
| LILLE | CNGA/FP-CGC, U.R.-CGC, 55 rue Pascal - 59000 LILLE - Tél. 03 20 06 44 33 |
| LIMOGES | M. PELLETANT, 17 cité de l'Etang - 16120 CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE - Tél. 05 45 97 12 81 |
| LYON | M. COUEGNAT 66 rue du Repos - 69007 LYON - Tél. 04 78 58 21 16 Mme COLLAY (Déléguée Académique Adjointe) Allée F. Jullien -69230 SAINT-GENIS-LAVAL - Tél. 04 78 56 64 90 |
| MONTPELLIER | Mme AUGÉ-SCHIRA 61 impasse Claude Lorrain - 34130 VALERGUES - Tél. 04 99 63 09 16 Mme DEROUINAU (Déléguée Acad. Adj.) 6 ch. Champ Juvénal - 34170 CASTELNAU LE LEZ -Tél. 04 67 79 37 00 |
| NANCY-METZ | M. ISSELE, 2 rue de Clairlieu 54230 CHALIGNY - Tél. 03 83 47 21 59 |
| NANTES | M. J.J. VALLIET La Simonnière 44850 LE CELLIER - Tél. 02 40 25 04 28 Mlle DURLLOT, 21 rue des Carmélites - 44000 NANTES - Tél. 02 40 48 46 79 |
| NICE | CNGA/FP-CGC, U.D.-CGC, 81 rue de France - 06000 NICE - Tél. 04 93 88 86 88 |
| ORLEANS-TOURS | Mlle ROURE, 32 rue Camille Desmoulins - 37000 TOURS M. LAPLANCHE (Délégué Académique Adjoint) 52 rue Descartes - 37300 JOUE-LES-TOURS - Tél. 02 47 53 89 97 |
| PARIS | Mme FROMAGER 7 rue Jules Dumien 75020 PARIS - Tél 01 43 61 37 05 |
| POITIERS | M. PELLETANT, 17 cité de l'Etang - 16120 CHATEAUNEUF-SUR-CHARENTE - Tél. 05 45 97 12 81 M. SAVATTIER, 78 rue des Carmélites 86000 POITIERS - Tél. 06 60 62 02 12 |
| REIMS | Mme DIEU, 11 rue Saint Vallier, Chamaran des -52000 CHAUMONT - Tél. 03 25 03 23 08 |
| STRASBOURG | Mme N. GAST 11 rue de la Vallée 67140 BARR - Tél. 06 62 74 84 78 - Mail nathalie.gast@wanadoo.fr M A. MEYER 9 rue de Londres 67000 STRASBOURG - Tél. 03 88 60 12 45 |
| TOULOUSE | Mme AUGÉ-SCHIRA 61 impasse Claude Lorrain - 34130 VALERGUES - Tél. 04 99 63 09 16 |
| VERSAILLES | Mme GAILLARDON, 16 av. du Parc de Clagny - 78000 VERSAILLES - Tél. 06 67 93 32 91 Mme JARRIGE 4 rue Marcel Sembat -92130 ISSY LES MOULINEAUX - Tél. 01 46 38 13 68 |